



**HAL**  
open science

## Amérique latine, des gauches qui bifurquent ?

Edgardo Manero

► **To cite this version:**

Edgardo Manero. Amérique latine, des gauches qui bifurquent?. Nuevo mundo Mundos Nuevos, 2010, <10.4000/nuevomundo.59959>. <hal-04277202>

**HAL Id: hal-04277202**

**<https://hal.science/hal-04277202v1>**

Submitted on 9 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# Nuevo Mundo Mundos Nuevos

Cuestiones del tiempo presente

---

Edgardo Manero

## Amérique latine, des gauches qui bifurquent ?

---

### Advertencia

El contenido de este sitio está cubierto por la legislación francesa sobre propiedad intelectual y es propiedad exclusiva del editor.

Las obras publicadas en este sitio pueden ser consultadas y reproducidas en soporte de papel o bajo condición de que sean estrictamente reservadas al uso personal, sea éste científico o pedagógico, excluyendo todo uso comercial. La reproducción deberá obligatoriamente mencionar el editor, el nombre de la revista, el autor y la referencia del documento.

Toda otra reproducción está prohibida salvo que exista un acuerdo previo con el editor, excluyendo todos los casos previstos por la legislación vigente en Francia.

**revues.org**

Revues.org es un portal de revistas de ciencias sociales y humanas desarrollado por Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Referencia electrónica

Edgardo Manero, « Amérique latine, des gauches qui bifurquent ? », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En línea], Cuestiones del tiempo presente, Puesto en línea el 11 junio 2010, consultado el 15 diciembre 2015. URL : <http://nuevomundo.revues.org/59959> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.59959

Editor : EHESS

<http://nuevomundo.revues.org>

<http://www.revues.org>

Documento accesible en línea desde la siguiente dirección : <http://nuevomundo.revues.org/59959>

Document generado automaticamente el 15 diciembre 2015.

© Tous droits réservés

Edgardo Manero

## Amérique latine, des gauches qui bifurquent ?

- 1 Depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, il y a, au niveau politique, en Amérique latine, un dénominateur, l'installation de gouvernements se revendiquant ou étant perçus comme de « gauche »<sup>1</sup>. Malgré les différences données par le contexte de la Guerre froide – fondamentalement l'importance des États bureaucratiques autoritaires<sup>2</sup> et de la Doctrine de la sécurité nationale –, le cycle de la fin des années 1960 et du début des années 1970 en constitue un antécédent direct, non seulement par la contemporanéité, au niveau régional, des gouvernements partageant représentations et pratiques politiques plus ou moins contestataires du *statu quo* exprimées en idéologies variées<sup>3</sup>, mais aussi et surtout par les réactions provoquées. Aujourd'hui comme hier, une pluralité des formes de changement social a une réponse assez monotone et homogène dans leur démonisation.
- 2 Dans un monde où il n'y a pas d'idées de changement, l'Amérique du Sud est une région d'exception. L'Amérique latine constitue un lieu où se produisent, au niveau politique, des nouveautés. Dans un contexte global de désenchantement se produit l'émergence des leaderships charismatiques cherchant de réécrire de grands récits de transformation sociale sous une forme épique. Quelle est la véritable profondeur de ces changements ? La réponse à cette dernière question illustre l'hétérogénéité de la « nouvelle vague » de gauche. Une partie importante de ces nouveautés montrent que la vie politique latino-américaine fonctionne sur la base du palimpseste. Bien que nous soyons face à une pluralité des phénomènes nationaux clairement différents, ce processus est généralement perçu ou interprété sous la forme d'« une » gauche latino-américaine.
- 3 À partir de la fin des années 1990 coexistent en Amérique latine deux formes de renouvellement de la représentation politique. À des niveaux très différents, chacune de ces formes vise à l'intégration régionale et sociale, critique le néolibéralisme et se perçoit elle-même comme « progressiste » ou de « gauche ». Il s'agit, dans le sud du continent, de « coalitions » de type social-démocrate, ce qui concerne les cas chilien, uruguayen et brésilien, et du « néo-populisme plébiscitaire » – dont le Venezuela de H. Chávez est le paradigme. Si, en Argentine, le programme électoral de l'*Alianza* aurait pu s'inscrire dans le premier cas, à la différence de son action gouvernementale profondément conservatrice<sup>4</sup>, les gouvernements Kirchner sont tiraillés entre ces deux formes. Cette situation indéfinie résulte du fait que ceux-ci n'ont pas de caractéristiques idéologiques aussi nettes que les mouvements andins, ce qui, par ailleurs, rend le mouvement argentin plus vulnérable à une offensive venant des secteurs conservateurs.
- 4 Cette poussée de la gauche a permis la rénovation, à des degrés différents selon les sociétés, d'une importante partie de la classe politique. Dans une Amérique latine où les institutions sont mises en question, les divers processus électoraux ont mis en lumière le fonctionnement correct des institutions démocratiques. Ainsi, au Brésil, l'utilisation d'urnes électroniques ou la mise en place de mesures comme l'interdiction, dans divers États, de retirer d'importantes sommes d'argent des banques pour éviter l'achat de votes ont été disposées. Cependant, ceci n'a pas empêché la pratique du clientélisme dans certains États comme au Minas Gerais, en Acre, au Maranhão<sup>5</sup> ni le maccarthysme ou des campagnes visant à décourager les votants, campagnes construites sur les possibles conséquences des mesures populistes et des ruptures avec les institutions financières<sup>6</sup>. L'avancée de la gauche constitue aussi une inflexion au niveau individuel. Lula<sup>7</sup> et Morales, respectivement un ouvrier et un paysan, syndicalistes qui n'ont pas fait d'études et issus des familles humbles, sont devenus présidents de pays très élitistes. Sans tomber dans l'essentialisme, on peut dégager une tendance. Les présidents « ressemblent », même du point de vue phénotypique, aux sociétés qu'ils gouvernent. La consigne « *Chávez es como tú.* » résume bien cette idée. Le fait n'est pas simplement que

des partis de droite ne gagnent plus les élections, mais qu'ils cherchent à se présenter comme de « centre », ce qui était tout simplement unimaginable depuis les échecs des gauches en Amérique latine dans les années 1970. Or, si la victoire de la gauche – et son acceptation –, traditionnellement boudée par l'establishment, a impliqué une évolution et un élargissement de la démocratie, ainsi qu'une modernisation des structures et des institutions politiques, elle a été accompagnée par le développement de nouvelles formes de confrontation entre des secteurs historiquement hégémoniques et des gouvernements qui tentent des réformes, plus ou moins radicales, via des stratégies d'intervention dans l'économie.

5 L'avancée de la gauche ne signifie pas un recul des forces conservatrices en Amérique latine. Le coup d'État du Honduras et la multiplicité des conflits en Argentine, au Venezuela ou en Bolivie montrent la difficulté pour la droite de reconnaître la légitimité des demandes de l'opposant, ainsi que sa conséquence logique, à savoir la lutte pour s'imposer au travers de procédés et d'institutions démocratiques. La tendance vers la gauche de l'Amérique latine s'inscrit dans un mouvement plus ou moins global qui veut examiner de façon critique les pactes sociaux et la manière dont ceux-ci ont affecté l'équité dans la distribution de la richesse. Dans une certaine mesure, l'institutionnalisation de cette réalité présente certaines analogies avec le rejet des forces conservatrices de la part des électeurs européens, lors de la vague sociale-démocrate de la seconde partie des années 1990. La perte de prestige des États-Unis, sous l'administration Bush, et les conséquences du néolibéralisme ont offert une conjoncture relativement favorable à l'émergence des forces progressistes. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, il existe des conditions objectives pour la révision critique de l'insertion internationale.

6 Mais cette tendance répond avant tout à des causes endémiques. L'évolution de l'électorat vers la gauche est l'une des manifestations du fort souhait de changement proclamé par les sociétés depuis les diverses crises. Les sociétés sud-américaines ont réagi d'une manière homogène, en soutenant des leaders qui cherchent à établir une nouvelle relation entre les sociétés et l'État et à réinstaller la politique sur l'économie. Au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, les systèmes politiques traditionnels ont imploré. Des directions personalistes ont alors ré-émergé<sup>8</sup>. La gauche y incarne une alternative suite à l'essoufflement des partis traditionnels<sup>9</sup>. En revanche, au Brésil, en Uruguay et au Paraguay, le système s'est renouvelé et la société a fait un choix qui, tout en représentant une nouvelle étape dans l'histoire du pays, reste plus ou moins en relation avec le système de partis traditionnel ; il a été donné aux partis politiques un rôle dans les processus de changement. Par la conjonction de rupture économique et de continuité politique en Argentine, ce dernier pays représente un cas intermédiaire.

7 Cette évolution de l'électorat est inscrite dans une temporalité longue. Au Brésil, l'ascension de l'ancien président de la CUT à la présidence de la nation est le point final d'un processus ; depuis 1982, les partis de gauche au sens large ont progressivement augmenté leur représentation au sein du parlement. Au Salvador, depuis les accords de paix, le FMLN n'a pas arrêté de progresser électoralement. La situation est similaire en Bolivie ou en Uruguay. Dans cette tendance s'exprime aussi le processus de constitution des mouvements sociaux novateurs de masse ayant des degrés d'expérience politique très différents. Depuis les années 1990, l'Amérique latine est parcourue par des acteurs ou des sujets collectifs divers de résistance au néo-libéralisme ayant tous pour vocation la mise en place d'un pouvoir réunissant une pluralité de demandes sociales<sup>10</sup>. Les mouvements de résistance ont développé une pensée originale qui doit être mise en relation avec toute une histoire de mobilisations et de luttes. L'émergence de ces mouvements évoque non pas une rupture, mais une certaine reformulation des formes d'organisations et de militantisme avec des nouveautés par rapport aux luttes précédentes. À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, la scène politique latino-américaine a la particularité de fusionner des traditions anciennes de protestation et des acteurs sociaux et politiques issus des conflits des années 1990<sup>11</sup>.

8 Le mécontentement social et sa manifestation par le biais de divers mouvements de protestation a permis la recomposition de la gauche latino-américaine. Cette recomposition a été effectuée non pas sur les facteurs externes (comme cela avait été le cas, en particulier pendant l'époque de la Guerre froide, pour une partie considérable de la gauche), mais sur la révision critique de la réalité nationale et latino-américaine. La gauche latino-américaine,

en général, se délie du projet internationaliste qui avait caractérisé les partis communistes ou socialistes. La recomposition a permis la résolution d'un ancien débat, largement installé dans la région, entre internationalisme et nationalisme<sup>12</sup>. La gauche apparaît comme une réponse plus ou moins nationaliste.

9 En ce qui concerne les mouvements de résistance au néolibéralisme, la communauté de représentations politiques et stratégiques, une même volonté de résister à un modèle économique et social, ainsi que la référence partagée à une mythologie de gauche latino-américaine, permettent d'affirmer qu'il est possible de parler d'un espace politique avec des caractéristiques partagées qui correspondent aux idées d'une époque. Ceci permet l'analyse de cet espace comme d'un ensemble. Dans un cadre de crise globale de la gauche, on assiste, en Amérique latine, à un mélange d'idées rassemblées sous un dénominateur commun : la remise en question de l'ordre néolibéral. Ceci constitue une différence importante par rapport aux partis politiques. Ils se structurent dans un contexte où les formations politiques et syndicales, qui se revendiquent traditionnellement de gauche – ou qui ont soutenu un discours de gauche – sont affaiblies, avec l'exception peut être du cas brésilien, et ont connu la réduction de leur influence et de leur capacité de convocation. Cet affaiblissement résulte du contexte international mais aussi des réalités locales modelées par les conséquences de l'échec des années 1970 – particulièrement celui de la lutte armée –, l'atomisation permanente, l'orthodoxie idéologique, la bureaucratisation, la corruption et le personnalisme. Tous ces mouvements reconnaissent l'échec du modèle classique de révolution. Eu égard à la difficulté d'établir des parallèles entre des sociétés largement différentes -l'écart entre le Cône sud et le Monde andin est considérable-, et des mouvements hétérogènes, comprenant plusieurs tendances et influences très diverses, le thème mérite une analyse comparative.

10 Au-delà de l'hétérogénéité, ces mouvements ont un point en commun : la rébellion contre l'ordre social et la recherche de modèles sociaux alternatifs. Ils expriment la volonté de transformer la réalité existante pour favoriser les secteurs populaires ainsi que leur identification avec les intérêts des exclus. L'émergence de ces mouvements correspond avant tout à un échec en termes sociaux, économiques<sup>13</sup>, politiques<sup>14</sup> et environnementaux du néolibéralisme. Ils mettent en évidence la recherche de répertoires non traditionnels d'actions collectives par les secteurs les plus touchés par les politiques des années 1990. Ces mouvements sont l'expression de ceux qui ne se sont jamais sentis représentés par la politique traditionnelle. Le néolibéralisme comme idéologie a joué un rôle majeur dans l'émergence de ces forces. Soulignant le rapport entre inégalité, néolibéralisme et globalisation, les mouvements de résistance ont contribué à l'érosion du discours néolibéral. À des degrés divers, ces mouvements pilotés par des chômeurs, des paysans et des populations autochtones ont eu une place centrale dans la production d'un discours contre-hégémonique qui remet en question non seulement le modèle de développement économique et le rôle de l'État, mais aussi les conceptions de nation et de démocratie, revisitant les fondements théoriques de la souveraineté nationale et populaire.

11 Des mouvements comme le chavisme, le MAS bolivien, les *piqueteros* argentins, les organisations indiennes équatoriennes ou le zapatisme mexicain partagent ce présupposé essentiel de la gauche : un regard critique sur les inégalités, la conviction que ces inégalités sont sociales – non naturellement établies – et donc possibles à éliminer par l'action politique. Ils développent une praxis politique et sociale qui provoque une remise en question des trois sources principales des inégalités : la classe, la race et le sexe<sup>15</sup>. Ils cherchent un changement radical sans passer par la guérilla, ce qui n'est pas anodin au regard de l'histoire politique du sous-continent. Ceci n'implique pas nécessairement qu'ils partagent le refus du capitalisme comme système, mais plutôt qu'ils en rejettent une modalité spécifique : le néolibéralisme. Ils sont tiraillés entre le nationalisme néo-développementiste et le socialisme national-révolutionnaire. Les mouvements de résistance subissent tous la même réaction de la part des secteurs dominants et des États : ceci va de la criminalisation des mouvements ou de leurs modalités de militance à des actions criminelles ciblées. Pour ces derniers, ces mouvements évoquent aussi bien un nationalisme révolu face à une mondialisation qui a aboli les frontières, qu'une idéologie dépassé par la disparition des conflits politiques et sociaux.

- 12 Par l'importance géopolitique du Brésil, par la possibilité de transformation de l'une des sociétés les plus inégales du monde, par la dimension du parti réel et symbolique – peut-être le plus important de l'Amérique latine –, par sa répercussion internationale, par l'appartenance historique à la gauche et par la valorisation de la démocratie en vue du changement social, la victoire du Parti des travailleurs (PT) a constitué un moment central de cette avancée de la gauche. Comme parti de gauche qui arrive au gouvernement – assumant les valeurs, les principes et les mécanismes de la démocratie libérale –, son antécédent est l'UP de S. Allende au Chili en 1970. Depuis, aucun parti reconnu de gauche n'avait gagné des élections au niveau national. Le triomphe du PT a alimenté des attentes dans une région où tous les pays, à l'exception du Chili, connaissaient crise économique et bouleversement politique. Elle a revitalisé la gauche. Toutes les organisations progressistes d'Amérique latine ont observé avec intérêt et attentes cette victoire. Or, il faut relativiser son influence. Si la victoire du PT a pu avoir des conséquences sur le *Frente Amplio* en Uruguay, dans les autres pays de la région, son influence a été mineure. En ce qui concerne le cas argentin, en raison de l'histoire et de la spécificité du phénomène populiste, la gauche n'est pas assimilable au modèle de Lula.<sup>16</sup>
- 13 L'installation de gouvernements qui se revendiquent ou qui sont perçus comme étant de gauche se poursuit en Bolivie, au Costa Rica, en Haïti, au Panama, au Pérou, au Nicaragua, en Équateur, au Paraguay et au Salvador, alors que la droite est restée au pouvoir au Mexique et en Colombie. Le cas péruvien a une certaine particularité. L'APRA, membre de l'Internationale socialiste et cas paradigmatique du populisme historique latino-américain, développe des représentations et des pratiques politiques clairement conservatrices. L'Amérique centrale mérite une considération spéciale. Il serait inexact d'affirmer que cette région a toujours eu un alignement inconditionnel avec les politiques proposées par le département d'État, puisque cette relation a été accompagnée de multiples tensions. Cependant, pour la première fois, des gouvernements non alignés ouvertement avec les États-Unis sont ou ont été au pouvoir. Ni Torrijos au Panama, ni Alvaro Colom au Guatemala, ni Ortega au Nicaragua, ni Zelaya au Honduras n'ont fait preuve d'un alignement inconditionnel. Le Costa Rica, qui est régi par l'Oscar social-démocrate Aryennes, prix Nobel de la Paix, maintient sa neutralité traditionnelle dans les relations internationales. Enfin, le Salvador est régi depuis 2009 par le FMLN. Dans les Caraïbes, l'on aperçoit aussi un changement. Outre la République dominicaine, membre à part entière de l'ALBA, les îles d'Ancienne et Barbue, de San Vicente et Grenadins ont signé des conventions avec l'ALBA. Par ailleurs, Cuba est toujours présent.
- 14 Résoudre le dilemme conceptuel que présentent l'un et le multiple oblige donc à revoir la nature spécifique du phénomène auquel il réfère : la gauche en Amérique latine. Le cadre de la globalisation fait ressortir l'une des caractéristiques du système politique latino-américain : la difficulté d'établir clairement la notion de gauche. Les forces politiques et sociales émergentes ont du mal à établir ou à définir le socialisme ou un gouvernement révolutionnaire en s'appuyant sur les paramètres antérieurs. Le débat sur le virage à gauche de l'Amérique latine montre le relativisme impliqué par le concept gauche. Ce que l'on entend par un virage à gauche n'est pas évalué selon les mêmes critères.
- 15 Un large éventail de concepts et de cadres interprétatifs aurait pu être proposé dans le but de préciser la nature spécifique de la multitude de formations politiques et de mouvements sociaux dans les circonstances actuelles ; cependant, un mot s'impose pour la même inertie de l'Histoire régionale : celui de populisme. En Amérique latine, la gauche en tant qu'option pour la transformation sociale, en général, ne porte pas toujours ce nom ni ne s'assume en tant que gauche, et adopte dans une grande mesure des formes et modalités d'actions populistes, en s'exprimant dans une infinité de variantes de langage et de militance. Dans ce cadre, il est logique que le débat sur la gauche soit associé au retour du populisme. En Amérique latine, ces mouvements ont traditionnellement exprimé des demandes sociales insatisfaites véhiculées par le biais d'un dirigeant charismatique.

### **Socialisme démocratique ou barbarie ?**

- 16 Selon l'interprétation la plus répandue du processus latino-américain, la gauche serait partagée entre une politique sociale-libérale et un radicalisme volontariste. L'interpellation permanente

du peuple, la référence à la gestuelle populaire et l'exhortation à la mobilisation et à l'épique seraient à l'opposé de la rationalité des marchés. Chávez ou Morales incarneraient la résurgence d'une gauche archaïque en comparaison avec cette gauche modérée, libérale, idyllique représentée par le Parti socialiste chilien ou par l'administration de Lula au Brésil. Ces analyses, très présentes aussi bien en Amérique latine qu'en Europe ou aux États-Unis, font référence à une gauche modérée, sensée et moderne, en contraste avec une gauche radicale, orthodoxe et ancienne. Les néopopulismes ne seraient, de toute manière, qu'une impasse démagogique.

17 Cette perspective véhicule l'image d'un face à face entre le capitaine déraisonnable qui provoque sa propre défaite en agissant au hasard et selon les impulsions du *Thymos*, en niant les valeurs logiques (Chávez ou Kirchner), et le stratège raisonnable, véritable héros, sachant unir la clairvoyance à l'audace et à l'intérêt national (Lula, Vázquez ou la succession de présidents chiliens). Le caractère discriminatoire et méprisant de cette interprétation a provoqué des erreurs dans la capacité de l'opposition à faire face à ces gouvernements qui ne font guère dans la spontanéité. Le cas vénézuélien en est un bon exemple. Comme le souligne F. Langue, malgré certaines apparences et le discours orchestré par l'opposition sur ce point, allant jusqu'à traiter Chávez de fou, l'histoire du Mouvement bolivarien et de ses transformations, y compris électoralistes, témoigne du contraire. Ainsi, elle utilise le terme de « stratège » dans plusieurs études<sup>17</sup>. Du *Financial Times* à *Libération* en passant par *Le Monde*, *El País* ou *La Vanguardia*, cette interprétation est très présente dans la presse. Le journaliste A. Oppenheimer, du *Miami Herald* (États-Unis) et la *Nación* (Argentine), souligne continuellement les différences entre la gauche responsable et moderne de Lagos et celle d'E. Morales, H. Chávez et F. Castro. Des arguments similaires apparaissent dans les articles de journalistes tels que J. Morales Solá, M. Grondona ou J. Elias du journal *La Nación* (Argentine).

18 Les présidents Chávez, Morales ou Kirchner jouissent d'une couverture médiatique importante, mais, le plus souvent, elle vise leur diffamation. Les préjugés dénigrants caractérisent une partie considérable de l'information qui circule. Les moyens de communication audiovisuels et graphiques jouent un rôle fondamental à cet égard. Ils contribuent à structurer quotidiennement la réalité des faits, en engendrant un sens et en définissant une vérité sur les acteurs sociaux et politiques, avec une intention qui excède la simple recherche du rating. Les médias, en particulier les plus concentrés et puissants, se sont placés à l'avant-garde de l'opposition d'un secteur important de la société. Ils se sont révélés être les véhicules privilégiés des préjugés élitistes associés, comme cela est fréquemment le cas, à de vastes imaginaires racistes des classes hautes et moyennes. La couverture par la presse du conflit des secteurs agraires en 2008 en Argentine en est un bon exemple. L'expression « *negro de mierda* » a été proférée une infinité de fois pendant la révolte des producteurs agraires contre les politiques de l'administration Kirchner en mars 2008. Cette utilisation peut être élargie aux conflits en Venezuela ou en Bolivie.

19 Cette interprétation est répandue aussi chez les intellectuels. G. Sorman souligne non seulement la différence entre les projets de gauche, mais également le danger du populisme de Chávez, Morales et Castro<sup>18</sup>. L'écrivain hispano-péruvien M. Vargas Llosa considère les processus bolivien et vénézuélien comme des anachronismes face à la modernité de Lula, Vázquez ou Lagos<sup>19</sup>. Selon M. Vargas Llosa :

« Qu'un nombre aussi élevé de Vénézuéliens appuie les délires populistes et autocratiques de ce risible personnage qu'est le lieutenant-colonel Hugo Chávez ne fait pas de celui-ci un démocrate [...], cela ne fait que révéler les extrêmes qu'ont atteint le désespoir, la frustration et l'inculture civique de la société vénézuélienne ».

20 Soutenant qu'« il existe encore une Amérique latine anachronique, démagogique, inculte et barbare »<sup>20</sup>, Vargas Llosa replace le débat sur les populismes dans une dichotomie propre au XIX<sup>e</sup> siècle : « civilisation ou barbarie ». Cette dichotomie constitue la pièce centrale de la célèbre thèse de D. Sarmiento, exposée dans son livre *Facundo*, dont cette expression est le sous-titre. L'écrivain argentin soutient une opposition irréductible entre la ville de

Buenos Aires, incarnation de la civilisation, et les provinces de l'intérieur, représentées par les *caudillos* et les gauchos, symboles de la barbarie.

21 Pour J. Castañeda – ancien ministre des affaires étrangères du Mexique et professeur à l'université de New York –, l'Amérique latine se scinde en deux blocs. Le premier, allant d'un centre gauche à la chilienne à un centre droit à la mexicaine, appartient au monde moderne. Il s'agit de gouvernements et d'électorats convaincus de la valeur de la démocratie représentative, des libertés individuelles, du respect des droits humains, de l'économie de marché, de la globalisation, d'une relation de coopération avec les États-Unis et d'une aspiration à intégrer le premier monde. Le deuxième bloc, autoritaire, étatiste, d'un nationalisme antiaméricain virulent, pour lequel l'ALBA aurait un rôle fédérateur est composé du binôme Caracas-La Havane et de ses alliés de Buenos Aires, La Paz, Managua et Quito<sup>21</sup>.

22 Ces critiques ne sont pas le patrimoine des conservateurs seuls. Condamnant le clientélisme, le mépris dans les formes et l'autoritarisme, des secteurs aux valeurs progressistes vont en rejoindre d'autres, ouvertement conservateurs et opposés à toute politique plus ou moins redistributive. Des secteurs sophistiqués sur les plans culturel et intellectuel, toujours ouverts aux expérimentations d'avant-garde et attentifs aux émergences des nouvelles formes de subjectivité, montrent un rejet, voire de la répudiation et de la haine, à l'égard des gouvernements qui, soutiennent-ils, ont disqualifié la qualité institutionnelle, ont fait de la confrontation un outil de premier ordre et sont revenus à des pratiques politiques anciennes et anachroniques, issues d'interprétations binaires et violentes de la vie sociale. Or, toute une série des caractéristiques des populismes, comme le mépris des formes ou le fait de gouverner par décret, tenue pour acquise de ces mouvements, est pourtant inhérente à la vie politique régionale plutôt qu'à la spécificité des mouvements politiques examinés. Ainsi, de son côté, T. Petkoff<sup>22</sup> développe une analyse qui classe la gauche latino-américaine suivant deux positionnements différents. Il existerait d'une part, une gauche borbonienne et archaïque, conservatrice, faussement radicale, autoritaire et messianique, représentée par H. Chávez et F. Castro ; d'autre part, une gauche plus pragmatique, ouverte aux méthodes du marché et à la mondialisation, capable de combiner le réformisme avancé, la sensibilité sociale, le développement économique équitable et l'élargissement de la démocratie<sup>23</sup>.

23 Le cas paradigmatique en est H. Chávez<sup>24</sup>. Élu et relégitimé à diverses reprises grâce à l'appui des couches sociales les plus pauvres, il est refusé par une partie de la société, pour laquelle il est un homme vulgaire et irresponsable, sans culture, débordé par sa violence, son ressentiment et toute sa pathologie mentale, appuyé par le narcotraffic et la guérilla colombienne, le communisme cubain et les intégristes islamiques, la délinquance, les Noirs et les Indiens, les migrants de l'intérieur et les marchands ambulants. En d'autres termes, il représente la honte du Venezuela. La critique rationnelle souligne son leadership, à la fois messianique et démagogique, l'absence de programme ou de projet de gouvernement et son langage grandiloquent, truffé d'invectives. Son discours et ses actions lui valent les sarcasmes de ses adversaires. Chávez emploie un langage intempestif, violent, surprenant, qui ne correspond pas au langage habituel de la politique et de la diplomatie. Avec son discours de confrontation, Chávez brise le langage vide et anodin des réunions des présidents et des sommets internationaux.

24 Paradoxalement, Lula, devenu paradigme de la gauche rationnelle, a été, pendant les campagnes électorales, victime permanente de la disqualification. Il a été accusé d'incohérence et de manque de diplômes. La propagande de Serra a fait du supposé manque de culture et de formation universitaire de Lula une incapacité pour ce dernier à gouverner. Cette critique se construit sur des préjugés populaires qui récupèrent la tradition lusitane de l'importance d'un diplôme universitaire.

## La complexité des processus politiques

25 Indubitablement, le processus n'est uniforme. Associer pêle-mêle les différents processus, en assimilant Chávez, Lula, Kirchner, Vázquez, Bachelet, Morales, Correa, et Castro n'a aucun sens. La vague de gauche exprime une cacophonie de styles et d'orientations allant de partis social-démocrates comme l'APRA d'Alan García, qui développe une politique profondément

conservatrice, jusqu'à des militaires qui soutiennent la révolution socialiste au Venezuela. L'émergence de nouveaux leaders politiques issus des institutions syndicales (Lula, Morales), religieuses (Lugo) et militaires (Chávez) coexiste avec celle de présidents provenant des partis politiques traditionnels (Kirchner, Bachelet, Vazquez). Le retour des anciens présidents, O. Arias (Costa Rica), A. García (Pérou) et D. Ortega (Nicaragua) rend la situation encore plus hétéroclite.

26 Cette hétérogénéité s'exprime aussi dans le fait que le même courant de pensée peut participer au gouvernement dans un pays et faire partie de l'opposition dans un autre. La carte politique montre les facettes multiples de la gauche. Lula et Vázquez représentent un autre chapitre de la rébellion de la région contre le néolibéralisme commencé par Chávez en 1998. Mais ils diffèrent des mouvements populistes de type nouveau, en particulier de ceux des Amériques andine et indienne. Si la volonté de changement social, d'inverser le processus de dénationalisation et la base sociale qui orientent l'action du PT ou du Frente Amplio ont un dénominateur commun avec d'autres organisations politiques latino-américaines, il y a toutefois d'importantes différences historiques, idéologiques, organisationnelles ainsi que de culture politique. Bien que Lula et T. Vázquez semblent être des leaders charismatiques, que leur style n'est pas très protocolaire et que leur discours peut rejoindre celui de Chávez, Morales et Correa sur certains points, ils représentent toutefois des phénomènes politiques différents. S'ils ont tous recherché une alliance avec divers mouvements sociaux sur la base de la démocratie participative, le Brésilien et l'Uruguayen se sont appuyés, plus que les Andins, sur la construction d'un parti politique développé pendant la démocratie, et sur un programme clairement politique. Par ailleurs, l'appartenance de ces derniers à un réseau international n'est pas une différence négligeable.

27 Fondé sur des groupes syndicaux marxistes et chrétiens, le PT a évolué vers une social-démocratie à l'européenne, en présentant des similitudes avec les partis d'origine ouvrière de type laboriste de l'Europe occidentale. Des secteurs radicaux et modérés cohabitent à l'intérieur du PT. La critique du consensus de Washington, le discours sur l'abandon du néolibéralisme, sur la nécessité de refonder l'État comme agent planificateur et de relancer la demande intérieure par des redistributions de revenus propres à stimuler une croissance très basse cohabitent avec les déclarations qui soutiennent qu'honorer les engagements avec le FMI est une obligation de l'État et une considération positive du capital étranger productif. Le FA présente des caractéristiques proches du PT. La relation qu'ont établi ces divers gouvernements avec les mouvements sociaux est un indicateur fondamental de leurs différences. Le fait que les mouvements sociaux latino-américains, mais aussi, d'ailleurs, les altermondialistes européens, qui ont joué un rôle déterminant dans la critique des années néolibérales, manifestent plus de sympathie pour Chávez ou Morales que pour Vázquez ou Bachelet est un élément difficile à négliger.

28 Ceux qui critiquent l'idée d'un tournant à gauche du sous-continent ou qui relativisent le caractère transformateur des gouvernements du Chili, du Brésil et de l'Uruguay ont tendance à mettre l'accent sur le système d'alliances. Ils insistent en particulier sur le fait que les gouvernements se sont coupés des mouvements sociaux, qui prônent un caractère plus radical de la lutte contre l'ordre néolibéral. Ainsi ces gouvernements auraient cessé de s'appliquer à transformer les relations de pouvoir, en soutenant que le modèle de société nationale et internationale créé par le néolibéralisme n'a pas d'alternatives. Ainsi, le fait que le Parti des Travailleurs aurait renié ses promesses de réformes agraires – un élément traditionnel de l'imaginaire révolutionnaire latino-américain – et, par conséquent, qu'il aurait dès lors pris ses distances par rapport au Mouvement des sans terres, soutien essentiel du PT, est mis en opposition avec les initiatives des gouvernements bolivien et vénézuélien sur la question de la réforme agraire<sup>25</sup>.

29 Or, la division et les critiques de la gauche étaient déjà présentes durant la campagne en empêchant la victoire au premier tour. Les compromis faits par Lula pour améliorer ses possibilités – les manifestations de modération de la part des dirigeants du PT et la désignation de J. Alenca, un important entrepreneur évangéliste, comme vice-président – ont provoqué la méfiance des secteurs radicaux du parti. Ainsi, le rejet de J. Alencar – sifflements lors de la

célébration de la victoire –<sup>26</sup> ou les critiques des secteurs radicaux accusant de conservatrice la transition entre les deux gouvernements et comparant la politique économique à celle du précédent gouvernement<sup>27</sup> en sont des manifestations claires.

30 Pendant la transition, des parlementaires du PT ont demandé à Lula une prise de distance du président Cardoso. Lula a dû demander la discipline à l'intérieur de son parti et la fin des luttes internes<sup>28</sup>. Il a dû faire face aux difficultés d'un parti construit sur une pratique de la démocratie participative et sur la participation dans la prise de décision d'accepter le centralisme que demande le fait de gouverner. Lula a recueilli 61,34 % des suffrages avec plus de 52 millions de votes et J. Serra 38,67 % avec environ 33 millions<sup>29</sup>. Lula est devenu président dans des conditions semblables à Cardoso : sans majorité au niveau du parlement ni des gouverneurs<sup>30</sup>. L'alliance que soutient Lula n'a pas eu une majorité lui assurant les votes au sein des deux chambres. Le développement quantitatif en relation à 1998 a été accompagné par un recul à niveau des États fédéraux. Lula gouverne avec les principaux États provinciaux entre les mains de l'opposition et un congrès où le PT n'a pas la majorité. Le PT gouverne dans des États qui ne sont pas les plus importants. Il n'a pas remporté les principaux États : São Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Bahía et Paraná. La dimension symbolique de la défaite au Rio Grande do Sul et dans sa capitale Porto Alegre – gagnés par PMDB – est importante. Depuis plus d'une décennie est le siège permanent du Foro mondial.

31 Lula est parvenu à installer un gouvernement de base très large avec des alliées « historiques » – Gomes et Garotinho – Alencar, son vice-président, ainsi que certains secteurs du PMDB. La composition du cabinet, – qui a été difficile –, au profil technique, apparaît comme un compromis entre les engagements de campagne et le système d'alliances. Plus de la moitié des postes a été occupée par des personnalités du PT et l'autre par des partis de gauche comme le PC do B, PDT, PSB, PV et PPS. Un proche du vice-président Alencar, A. Adauto du PL, a été désigné ministre des Transports. Par ailleurs, deux ministères clés, la défense et les relations extérieures, ont été occupés par des techniciens, J. Viegas Filho ancien ambassadeur en Russie et C. Amorin, ancien ambassadeur au Royaume-Uni. Quant à la gestion économique, il faut souligner la présence de Palocci au ministère de l'Economie, instigateur de l'alliance avec le PL d'Alencar et celle de G. Mantenga, conseiller économique de Lula au ministère de la planification qui est considéré comme le responsable du virage vers le centre du PT. L'ancien directeur de la Bank of Boston et député fédéral élu par le PSDB, H. Meirelles est aussi présent dans le gouvernement<sup>31</sup>. Un système d'alliances que le PT entretient avec des difficultés. Lula a du garder une coalition pour assurer la gouvernabilité<sup>32</sup>.

32 Les divergences ont été permanentes avec une importante fissure en 2005. En novembre 2009, les comités du Rio Grande do Sul, de Bahia, du Minas Gerais, d'Acre, de Santa Catarina et de São Paulo ont refusé l'alliance avec le PMDB en décidant de porter leurs candidats au poste de gouverneur. Ils ont choisi de ne pas suivre la ligne majoritaire, qui promeut la postulation de candidats à des gouverneurs, conjointement avec le PMDB, une organisation centriste alliée au niveau national avec le PT pour les présidentielles de 2010<sup>33</sup>. Le gouvernement du Parti des travailleurs, pendant deux mandats consécutifs, sans avoir de majorité parlementaire l'a conduit à des accords politiques qui ont érodé la crédibilité du PT, mais ce système d'alliances a également fini par fortifier les bases d'une démocratie de partis en garantissant l'insertion du pays avec un succès relatif dans l'économie globale<sup>34</sup>.

## **Le dilemme de l'un et du multiple**

33 Indubitablement, il existe des différences entre les divers projets politiques de gauche. La mise en place de politiques plus ou moins en rupture avec celles du cycle néolibéral est plus évidente en Bolivie qu'au Chili ; l'attitude du Venezuela à l'égard de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du Fonds monétaire international (FMI) ou des États-Unis ne coïncide pas avec celle de l'Uruguay ; mais malgré cela, ils structurent un mouvement d'ensemble. Il faut éviter la différenciation entre les gouvernements réformistes et révolutionnaires, pour se centrer sur les affinités entre les expériences de changement que vit l'Amérique du Sud.

34 Malgré les formes très différentes que cela prend, les processus en Argentine, au Venezuela, au Brésil, au Chili, en Équateur, en Uruguay, au Paraguay et en Bolivie partagent une certaine

vision commune. Ces mouvements défendent tous l'idée de l'échec du modèle néolibéral des années 1990. Ce n'est pas parce que ces phénomènes politiques ne sont pas tout à fait similaires ou qu'ils expriment des projets différents et antagoniques au niveau géopolitique, – comme c'est le cas de Lula et Chávez –, ou en relation avec les droits de populations originaires – le cas de la Bolivie et du Chili – qu'ils n'ont pas de dénominateurs communs. D'abord, ces forces partagent plusieurs caractéristiques : la critique du néolibéralisme, la définition de nouveaux projets nationaux, la subordination de l'économie à la politique, l'extension de la citoyenneté, le rôle de l'État par rapport au Marché. Ensuite, elles sont traversées par un débat à l'intérieur sur le modèle de développement, qui comporte le désir de justice sociale via une intervention de l'État, en partageant les mêmes questionnements : Quel type d'État ? Comment renouveler la classe politique et les partis ? Quelles sont les politiques les plus efficaces contre l'inégalité ? Comment s'insérer dans la globalisation en maximisant l'autonomie de l'État-Nation ? Finalement, les gauches ont ouvert un temps politique dans lequel on recommence à discuter, depuis l'appareil étatique, des questions essentielles qui traversent les pratiques de la vie quotidienne dans un sens de transformation sociale.

35 Par ailleurs, les divers mouvements de gauche manifestent des projets politiques différents, mais qui font preuve d'une identité commune dans la volonté de défendre des intérêts nationaux, inséparable d'une réappropriation de la souveraineté nationale. Celle-ci, exprimée aussi bien dans la recherche d'un élargissement des marges d'autonomie par rapport aux centres de pouvoir, fondamentalement les institutions internationales et les États-Unis, via l'intégration politique du sous-continent et l'aspiration à un monde multipolaire, qui dans la récupération d'une souveraineté sur les richesses naturelles, constitue une caractéristique de cet espace.

36 Dans le premier cas, la prise de conscience de la nécessité, d'une part, de la création d'un espace à l'échelle régionale permettant l'insertion des pays dans le système international et, d'autre part, d'une relation plus équilibrée avec la puissance hégémonique a modifié une tradition datant de l'époque post-coloniale. Les idées de la primauté absolue des États-Unis dans les affaires extérieures d'Amérique du Sud,<sup>35</sup> et de l'alignement inconditionnel avec les politiques proposées par le département d'État, sont révolues<sup>36</sup>. Ainsi, si le Venezuela chaviste et le Brésil sont en concurrence pour l'hégémonie en Amérique du Sud, et si leurs positions divergent par rapport aux États-Unis, leur vision géostratégique est identique : le rôle hégémonique des États-Unis dans la région, sous sa forme traditionnelle, est terminé. Les prises de position dans le système international ont changé. Si la première question « géopolitique » est celle de la relation avec les États-Unis, sur ce point, la Bolivie, le Brésil, l'Argentine, l'Équateur, le Venezuela et le Paraguay ont modifié leur position par rapport aux années 1990. Les exemples sont nombreux, de la position face à l'Iran au coup d'état au Honduras, en passant par la question cubaine, la guerre en Irak ou le déploiement militaire étas-unien dans la région. La construction de cet espace a plus d'une conception classique de défense de l'intérêt national que du développement d'une proposition régionale, latino-américaine, qui fait converger, dans un espace continental, les nouvelles réalités discursives et organisationnelles dérivées de la nouvelle configuration d'un pôle critique, alternatif et contestataire.

37 Dans le deuxième cas, la décision des gouvernements de s'approprier une plus grande part des revenus dérivés de l'exportation de matières premières, qui, dans tous ces pays, constituent la principale – parfois l'unique – source de richesse constitue une différence importante avec d'autres régions de la périphérie, et peut-être la vraie différence avec les politiques économiques des années 1990. Cette décision représente l'un des axes de leur politique économique.

38 À la différence des autres régions<sup>37</sup>, le contrôle de diverses ressources naturelles implique, sous des formes hétérogènes de nationalisation, un degré important de contrôle étatique et une appropriation significative des revenus générés, constituant un point significatif de la reconstruction d'un collectif d'identification axé sur la nation. C'est dans ce sens que nous visualisons l'originalité de ce qui arrive en Amérique latine, au-delà des différences profondes qui existent entre les divers projets nationaux. La résistance à cette action a pris des formes

diverses selon les pays ; dans tous les cas, elle nous rappelle que la politique suppose, avant toute autre chose, deux camps opposés et des conflits. Comprendre l'essence de ces conflits, qui ne sont rien d'autre que la lutte pour la distribution du revenu, implique un regard sur la démocratie. La décision des gouvernements de s'approprier les excédents a été suivie d'une forte confrontation politique qui a installé, au-delà des désirs des acteurs, la logique du conflit et des contradictions de classe, et qui permet de rediscuter la réduction de la démocratie à la légalité pure.

39 Or, paradoxalement, avec les intérêts nationaux, on a assisté à des conflits entre des gouvernements qui partagent un espace idéologique. En voici quelques exemples. D'abord, les rapports du gouvernement brésilien avec le gouvernement bolivien. Ceux-ci sont marqués par la question de l'exploitation des hydrocarbures<sup>38</sup> et la demande d'autonomie de l'Orient bolivien<sup>39</sup>. La renationalisation<sup>40</sup> décrétée par Morales en mai 2006 a provoqué un profond malaise au sein du gouvernement brésilien<sup>41</sup>. Ensuite, le conflit entre l'Uruguay et l'Argentine concernant les risques de pollution de l'environnement, conséquence de l'installation des entreprises productrices de papier au bord du fleuve Uruguay. Ce conflit doit être mis en relation avec la tentative des habitants d'établir un contrôle sur l'évolution de leur espace proche. C'est un signe révélateur d'un nouveau rapport au territoire. Enfin les divergences face aux politiques économiques des États-Unis pour la région, du refus du Brésil, de l'Argentine et de l'ALBA à la zone de libre-échange des Amériques à la signature des traités de libre échange par le Chili et le Pérou et au rapprochement de l'Uruguay<sup>42</sup>.

40 Par ailleurs, l'action politique de Chávez et son mégalisme révolutionnaire est perçue comme déstabilisatrice par certains pays de la région. Paradoxalement, le plus grand succès de Chávez a été de créer une nouvelle narrative de transformation sous une forme épique, avec des répercussions sur tout le continent. Ces conflits doivent être considérés dans le cadre de la fin de la pensée unique conservatrice. Les administrations de gauche doivent faire face aux demandes des sociétés nationales en se montrant plus sensibles à la défense de leurs intérêts. À des degrés différents suivant les pays, l'intérêt national défini par les administrations qui se revendiquent comme de gauche ne coïncide plus avec les priorités établies auparavant par le Consensus de Washington. Hégémonique dans la région depuis les années 1990, celui-ci avait homogénéisé, jusqu'à un certain point, les politiques de différents États. Cela n'a pas signifié l'absence de conflits durant ces années-là<sup>43</sup>. La variable intérêt national est un élément primordial non seulement dans la relation entre les différents acteurs politiques qui se déclarent progressistes, mais aussi dans leur relation avec l'Hégémon.

## Conclusion

41 Les deux tendances de la gauche latino-américaine sont généralement mises en opposition, ce qui constitue une fausse option. Mais il ne s'agit pas non plus d'une gauche latino-américaine homogène. Les processus politiques ouverts en Amérique du Sud ne sont pas équivalents, mais ils ne sont pas en opposition. Des différences découlent de la diversité de l'impact du néo-libéralisme et de la culture politique locale, donnée par les spécificités des acteurs, les conditions historiques de leur constitution, leurs définitions idéologiques, les réalités sociales qui les définissent et les circonstances concrètes dans lesquelles ils agissent.

42 Dans des sociétés comme les sociétés argentine, vénézuélienne, équatorienne ou bolivienne, la combinaison de mémoire historique, de crise économique-sociale, d'élargissement de la sphère publique, conséquence de la mobilisation de secteurs auto-organisés, des leaderships radicalisés et des politiques affectant la redistribution de la rente ont rendu possible le fait que l'espace social se dichotomise, que les acteurs se voient eux-mêmes comme appartenant à deux camps en conflit. La lutte autour de cette redistribution touche des intérêts concrets et sa résolution dessine le modèle économique qui s'installera impliquant deux différents modèles de sociétés.

43 Les néopopulismes ont réintroduit l'idée selon laquelle il n'y a pas de consensus possible entre des projets exprimant des intérêts antagoniques. L'apparition d'un « nous » témoigne d'un combat, est synonyme d'une frontière posée. Dans ce terme, appartenir à un collectif d'identification, c'est se rassembler contre autrui. La conformation de toute identité est

relationnelle et requiert de la constitution de limites. Il ne peut y avoir de conflit et de « nous » sans « eux ». La concorde est solidaire d'une culture d'antagonismes et de conflits.

44 Les néopopulismes ont aussi réintroduit l'idée, archaïque, de l'impossibilité de la neutralité. La logique de guerre nécessite des clefs symboliques dépourvues de toute ambiguïté. Dans la différenciation entre « eux » et « nous », l'absence de définition continue à être jugée hautement dangereuse. La vieille question posée par Lycurgue, selon laquelle il y aurait un seul délit infâme pour le citoyen, celui de n'être dans aucune des deux factions ou dans les deux à la fois au sein de la lutte où se décident les destins de Sparte, se réinstalle dans la Venezuela chaviste, comme elle s'était déjà réinstallée dans l'Argentine péroniste<sup>44</sup>. Ainsi, pour Chávez, on est pour la révolution ou on est contre. Ceci se dégage d'une conception du conflit, mais aussi d'une forme d'exercice du leadership recherchant une forme d'hégémonie qui finit par clôturer tout espace de différences politiques à l'intérieur d'une communauté. Traditionnelle dans les populismes latino-américains, celle-ci a été mise en question par la valorisation de la démocratie représentative depuis les années 1980. Le désenchantement par rapport à la démocratie a réinstallé le sujet<sup>45</sup>. Éternel retour, les néopopulismes se trouvent face au défi traditionnel des populismes latino-américains : comment gérer la tension entre la représentation du peuple dans son unité et le développement des politiques qui provoquent de schismes internes dans la communauté politique ?

45 Cette logique ne veut pas dire que la nation et la société sont engagées dans une guerre totale où les ennemis et les non définis n'ont pas droit à l'existence mais plutôt l'exacerbation ou la réapparition de positionnements binaires. Ceci n'implique pas que ces projets devraient véhiculer un modèle révolutionnaire jacobin axé sur une logique ami-ennemi ou un passage à l'acte de la logique de guerre<sup>46</sup>. La comparaison met plus clairement en lumière la spécificité de l'expérience vénézuélienne et bolivienne, deux cas dans lesquels le moment de rupture et la recherche de la constitution d'un nouveau « sujet » politique est décisif. La nouvelle configuration hégémonique suppose un changement de régime et une restructuration de l'espace public et des rapports de pouvoir. Par contre, dans les cas du Brésil, du Chili et de l'Uruguay, la politique ne se constitue pas comme un jeu à somme nulle. Ceci est la conséquence, dans un contexte d'absence de crise, de l'hégémonie d'un système de croyances ou de représentations de la vie politique construite sur un discours de la réconciliation – installé avec la transition à la démocratie –, sur la recherche d'une insertion déterminée dans le système international et, enfin, sur la confiance dans les canaux institutionnels existants pour faire transiter les demandes sociales.

46 Cette représentation de la vie politique a conduit à une praxis politique qui n'affecte pas les intérêts concrets des secteurs traditionnellement hégémoniques, ni divise la société. Dans des sociétés comme les sociétés latino-américaines, dès qu'il y a une décision politique de caractère frontal, la scission du domaine social se produit. La paix sociale relève, dans ces pays, de cette absence. Dans le cas de l'Uruguay et du Chili, il faut aussi souligner le faible développement des mouvements autonomes et leur maigre mobilisation et ingérence politique à l'égard de l'État. Le cas chilien met aussi en avant les faibles liens et le peu d'enracinement que les partis de gauche intégrant la *Concertación* ont avec les secteurs sociaux qu'ils cherchent à représenter.

47 Ces représentations du politique se sont données dans un cadre fortement influencé par la prémisse « de penser au-delà du clivage gauches et droites », non dans le sens selon lequel les populismes avaient historiquement donné à cette idée. L'expérience des social-démocraties européennes et l'idée de centre-gauche, présentée comme une modernisation, a influencé, via la « troisième voie », une partie de la gauche latino-américaine. Dans cette représentation, la dimension de l'antagonisme, constitutive du politique, est mesestimée. L'*Alianza* en Argentine est un exemple aussi bien de cette représentation de la politique que de son échec.

48 Paradoxe latino-américain, si des perceptions différentes de l'intérêt national – et la conséquente insertion dans la globalisation – constituent, peut-être, l'une des différences les plus évidentes entre les divers gouvernements se revendiquant de gauche, la défense de ces mêmes intérêts, inséparable d'une réappropriation de la souveraineté nationale consciente de la nécessité de l'intégration du sous-continent, constitue un facteur commun qui unifie des

mouvements présentés comme contradictoires, mais sans que cette unité soit assez forte pour que l'on puisse la décrire en termes d'inclusion des espèces sous un genre ou des parties dans un tout. Les mouvements ont d'énormes défis à relever : une meilleure qualité institutionnelle, un développement économique et social plus soutenu et le dépassement des inégalités sociales via la redistribution de la richesse, la lutte contre la corruption<sup>47</sup>. Malgré les changements produits, le noyau dur de l'inégalité sociale survit de façon intacte. Jamais, dans l'histoire latino-américaine, ces trois ordres ne sont apparus de manière conjointe. Historiquement, la démocratie a été accompagnée par la mobilité sociale.

49 S'il est clair que les administrations de gauche ont permis de reprendre la discussion politique non seulement sur le phénomène de l'exclusion et de la concentration de la richesse et de la polarisation sociale produite, mais aussi sur des causes structurelles qui la créent et la reproduisent, comme la question de la souveraineté, un processus de révision critique d'un modèle d'accumulation hégémonique pendant le néo-libéralisme est moins évident, ou plutôt absent. Ainsi, les références à un modèle protectionniste de substitution d'importations, basé sur le marché interne, est plus de l'ordre du symbolique que du réel.

50 La réapparition du populisme est un retour du politique, non comme réinstallation des langages et des traditions oubliés ou révolus, mais comme débat d'idées et pratiques voulant replacer la redistribution et l'appropriation des excédents au cœur de la question du pouvoir. Si on peut marquer les limites et les retards des gouvernements dans l'application des politiques de redistribution, il faut reconnaître leur responsabilité indiscutable d'avoir placé l'État, la souveraineté et la politique – tout court – au centre des débats et de l'action politique depuis l'État même. Ils ont constitué des tentatives pour régénérer la vie politique et sociale différenciées de la dimension technique propre à la gestion de la question publique donnée par le paradigme néolibéral.

51 Au-delà des accords et désaccords avec les décisions des gouvernements, il faut considérer qu'au cours de ces dernières années, les canaux du politique ont été réouverts, non en tant que logique de la gestion pure ou de savoirs technoburocratiques, mais comme espace de débat d'idées et de confrontation entre différents modèles de société. Les néo-populismes ont réintroduit l'engagement politique ou la prise de position. Quand on s'engage à fond, c'est un camp contre un autre. Ils ont un défi partagé : l'autonomie de l'État face aux divers groupes d'intérêts, autonomie matérialisée dans une nouvelle orientation des priorités des gouvernements dans leurs prises de décisions. Ainsi les néo-populismes ont cherché, à des degrés divers, l'autonomie de l'État promouvant des mesures qui ont défié les establishments.

52 Le fait d'établir la primauté du pouvoir issu de la souveraineté populaire sur les groupes économiques est encore un défi qui persiste dans les démocraties latinoaméricaines. Cet état de fait, que certains qualifient comme l'obstination des Kirchner, de Chavez ou de Morales dans la défense de leurs décisions cruciales est, de ce point de vue, un élément constitutif de la démocratie. Le retour sur les décisions ne serait pas le résultat d'une délibération libre des institutions démocratiques, mais l'effet d'une extorsion politique qui n'a pas économisé les recours sauvages pour sa mise en pratique, de la grève à la sécession régionale, en passant par l'occupation de l'espace public. Les déclarations de l'opposition en Argentine, abondamment répandues par la presse, sont éloquentes : « Si le gouvernement ne revient pas en arrière en ce qui concerne les rétentions, il doit partir ». La question du dialogue avec les secteurs concernés par ces différends est importante, mais reste subordonnée à l'essentiel : la défense de l'autorité du gouvernement constitutionnel pour développer des politiques qui affectent des intérêts concrets.

53 Les sociétés latino-américaines sont profondément conflictuelles. Ce qui définit une pratique démocratique est qu'elle offre des canaux d'expression non violents aux conflits, en particulier à ceux liés à la question de l'inégalité ou de la distribution. Le sens d'une politique démocratique est non pas de supprimer la division, mais de gérer l'opposition entre « eux » et « nous », résultat du conflit, hors d'une « logique de guerre », empêchant la primauté de conceptions qui identifient l'opposition comme un ennemi qu'il faut éliminer et non comme un adversaire d'existence légitime. Les divers gouvernements de gauche ont installé un agenda de questions centrales pour le futur de la région ayant des politiques sociales à l'autodétermination

nationale et la question de la souveraineté – c'est qu'il implique le multilatéralisme dans les relations internationales, l'option par l'intégration régionale et le retour à la primauté de l'intérêt nationale – en exprimant à des degrés très divers les demandes des secteurs moins favorisés de la société. Par conséquent apparaît très problématique le développement de forces populaires, progressistes ou de gauche à la marge de ces mouvements et des conflits politiques installés pour eux.

Faire face à ces défis dépend de la capacité qu'ont les divers gouvernements à maintenir leur cohésion, à construire l'hégémonie et à faire face à un dilemme – traditionnel de la gauche et du populisme latino-américains : la tentative des secteurs bureaucratiques de coopter ces mouvements en démobilisant, et la conséquence logique de l'épuisement ou de la distorsion de l'impulsion transformatrice.❖

### Notas

1 Voir le numéro consacré aux mutations des gauches latino-américaines, *Problèmes d'Amérique latine*, N°71, hiver 2008-2009.

2 Dans le sens donné par Guillermo O'Donnell, *El Estado burocrático autoritario (1966-1973)*, Editorial de Belgrano, Buenos Aires, 1982.

3 Velazco Alvarado, Allende, Torrijos, Torres, Cámpora-Perón.

4 Le gouvernement de l'*Alianza* n'a pas tenu ses promesses de justice sociale et de lutte contre la corruption. Il n'a pas établi une rupture nette avec le ménémisme. La coalition, soutenue par un électorat très hétérogène, était arrivée au pouvoir unie autour du refus du ménémisme, et elle s'est désagrégée très rapidement après la démission du vice-président C. Álvarez.

5 *Clarín*, 07/10/2002.

6 Les mois qui ont précédé les élections ont été caractérisés par des attaques spéculatives à la monnaie brésilienne. Elles ont été interprétées par la droite comme des fuites des capitaux face à la peur d'une victoire de Lula et par la gauche comme des manœuvres du parti au pouvoir pour favoriser son candidat Serra. La construction d'un climat de « terreur économique » à partir de la situation argentine en a été un élément important. La situation argentine, qui a fortement impressionné le Brésil, a été utilisée dans la campagne électorale, en particulier par J. Serra, pour diaboliser l'éventuelle arrivée au pouvoir de Lula. Au début de la campagne électorale, R. Sarney avait déjà eu recours à cette stratégie.

7 Ainsi, dans le cas du Brésil, si Lula est le premier président d'origine populaire, il n'est pas le premier président de gauche – comme cela a été suggéré –, si on tient compte de l'expérience de Joao Goulart (PTB), déposé par un coup d'Etat le 1er avril 1964. Or, Goulart avait pris le gouvernement suite au renoncement de J. Quadros, dont il était le vice-président. Lula, – travailleur, de l'industrie métallurgique, migrant du Nord du Brésil à São Paulo –, est le fruit des époques révolues, celle de l'industrialisation substitutive d'importations, résultat du populisme vargiste, et celle de la résistance à la dictature militaire.

8 Il faut souligner que le personnalisme n'est pas une nouveauté et peut même être considéré comme une caractéristique des systèmes politiques régionaux.

9 La crise des systèmes de partis affecte la région dans sa totalité.

10 C'est dans ce cadre que s'inscrit l'avancée en ce qui concerne les droits des populations originaires. Bien que la situation varie d'un pays à l'autre et que la gravitation des populations indigènes soit liée à leur poids démographique, il s'agit d'une question politique fondamentale dans les pays d'Amérique latine. La mobilisation des populations indigènes a été un facteur crucial du développement des mouvements se revendiquant de la gauche. Voir E. Manero et E. Salas, *Mondialisation et « Nationalisme des Indes »*. *Contestation de l'ordre social, Identités et Nation en Amérique latine*. Méridiennes, Toulouse, 2007.

11 Voir E. Manero et E. Salas, *Nationalismes des Indes. Contestation de l'ordre social, identités et nation en Amérique latine*. Op cit.

12 Sur le sujet voir E. Manero E. Salas, *Nationalisme des Indes*, Op cit.

13 La concentration des richesses et l'inégale distribution des revenus caractérisent la région. L'Amérique latine est la région où la distribution de la richesse est la plus inégale après l'Afrique subsaharienne. Le coefficient Gini, qui mesure le degré d'inégalité, présenté dans le Rapport de développement humain 2005 de l'Onu, montre cette réalité. Voir le chapitre 2 du rapport : <http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2005/chapters/spanish/>.

14 Selon les enquêtes réalisées par Latinbarómetro depuis 1995, même si les Latino-américains préfèrent la démocratie en tant que régime politique, la satisfaction à l'égard de cette forme de gouvernement n'est pas supérieure au 30% pendant la décennie de 1990. Voir : <http://www.latinobarometro.org>.

- 15 Sur ces trois sources voir N. Bobbio, *Derecha e izquierda, razones y significados de una distinción política*, Taurus, Madrid, 1995.
- 16 En Argentine, la CTA, centrale ouvrière formée autour des ex-péronistes, est l'expression politique argentine la plus proche du PT. Or, en 2002, la CTA a décidé de ne pas présenter de candidat à la présidence en accompagnant des mouvements sociaux divers comme les assemblées de quartier. En revanche, deux candidats ont cherché à s'identifier aux propositions de Lula : E. Carrio l'ARI et N. Kirchner, l'un des trois candidats du péronisme.
- 17 Voir F. Langue, « De la Révolution bolivarienne au socialisme du XIX<sup>e</sup> siècle », *Problèmes d'Amérique latine*. Op. cit.
- 18 *La Nación*, 31/5/2006.
- 19 *El País*, 15/1/2006.
- 20 *Le Monde*, 23/11/2007.
- 21 *Le Monde*, 09/03/2007.
- 22 Cet ancien guérillero communiste, fondateur du *Mouvement pour le socialisme* (actuellement social-démocrate), a été ministre de planification de R. Caldera (Social-chrétien) et est le directeur du quotidien d'opposition *Tal Cual*. Il est une référence de l'opposition vénézuélienne.
- 23 T. Petkoff, *Las dos izquierdas*, Editorial Noray, Caracas, 2005.
- 24 Pour des études concernant le chavisme et le processus politique contemporain au Venezuela voir les travaux de F. Langue, ceux de M. Lopez Maya et ceux d'E. Lander.
- 25 Le PT a toujours été contre l'occupation des unités rurales productives et il considère que la négociation est la seule voie possible pour la réforme agraire.
- 26 *Clarín*, 29/10/2002.
- 27 *Clarín*, 01/02/2003.
- 28 *Clarín*, 28/11/2002.
- 29 Si le parti de Cardoso a obtenu plus Etats que le PT, Serra n'a pas pu capter le respect des brésiliens par la figure de Cardoso. Des gouverneurs et des législateurs ont fait campagne en s'appuyant sur Cardoso. Dans le cadre du ballottage, ce dernier a pris personnellement la direction de la campagne de son candidat. Le gouvernement Cardoso n'a pas réussi à réaliser les promesses qui l'ont porté au pouvoir en 1994 : santé, éducation, emploi, réforme agraire et améliorations des conditions de logement. La modernisation de l'économie, la réduction de l'inflation et la récupération de la crédibilité externe n'ont pas été accompagnées de la réduction des inégalités. Cependant, il faut souligner que cette administration a été plus sensible à la dette sociale que les autres gouvernements de la région, à l'exception de celui de Chavez. La réduction de la mortalité infantile et de l'indigence, le programme sanitaire anti-sida et la politique de promotion de la production locale des drogues et le défi qu'elle représente face aux grands laboratoires dans l'OMC- en sont l'exemple.
- 30 Au Brésil, les gouverneurs sont autonomes, contrôlent la sécurité et ont un énorme pouvoir politique. Le système fédéral brésilien se base sur l'existence de divers centres de pouvoir, sur des intérêts régionaux différents, sur l'autonomie fiscale des Etats et sur l'influence du gouverneur sur les législateurs (indépendamment de l'appartenance politique). Par ailleurs, le système politique se caractérise par l'absence d'une définition idéologique claire, par le manque de discipline de parti et par l'influence de groupes d'intérêts. Cette distribution du pouvoir oblige le futur gouvernement à des accords avec des divers secteurs.
- 31 [http://www1.folha.uol.com.br/folha/especial/2002/governolula/futuro\\_governo-ministerio.shtml](http://www1.folha.uol.com.br/folha/especial/2002/governolula/futuro_governo-ministerio.shtml)
- 32 Très tôt, les difficultés ont surgi. Fin novembre 2002, le PT n'a pas obtenu le vote d'une loi considérée comme fondamentale pour le budget 2003. Le PSD de Cardoso n'a pas accordé le quorum nécessaire.
- 33 *Clarín*, 23/11/2009.
- 34 Le Brésil, contrairement à l'Uruguay et au Chili, n'a pas eu, avant la transition démocratique de 1985, des partis politiques solides. Le renforcement du système de partis brésiliens, qui s'approche de celui d'un pays développé, est dû à l'émergence d'un Parti ouvrier dans la société civile, formé à partir des syndicats ouvriers, avec une idéologie classiste, ce qui a obligé le renforcement de forces représentatives des autres secteurs sociaux. Voir Arturo Fernández dans Varios autores, *Argentina e Brasil. Vencendo os preconceitos*, Ed. Revan-Universidade Federal Fluminense, Rio de Janeiro, 2009.
- 35 Les pays d'Amérique centrale, à la différence des pays d'Amérique du Sud, où les alternatives sont majeures, ont peu de marge de manœuvre quant à la définition des macro orientations et quant à l'identification des moyens à utiliser pour garantir les politiques publiques dans des aires clés comme l'économie, les relations internationales ou la sécurité. Ils sont obligés de composer avec les vues états-uniennes sur un enjeu aussi central que la sécurité.

36 Un exemple en est la décision des gouvernements sud-américains d'appuyer l'émergence d'un nouvel espace de pouvoir régional construit à partir d'une variété de dispositifs institutionnels déjà existants, comme le Mercosur, l'Unasur et le Grupo de Río.

37 Un bon exemple en est la décision du gouvernement du Congo Brazzaville de louer une partie considérable de son territoire à des compagnies étrangères en garantissant la protection par l'armée. *El País*, 15/10/2009.

38 La compagnie nationale brésilienne Petrobras contrôle une part importante du marché des hydrocarbures. Elle possède des réserves de gaz, des *pipelines* et des raffineries. Par ailleurs, une grande partie des hydrocarbures consommés au Brésil provient de son voisin bolivien. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter les voyages de Lula et de M. A. García en Bolivie avant le référendum sur la nationalisation des hydrocarbures (2004).

39 L'économie de cette région est totalement orientée vers le marché brésilien. À la question des hydrocarbures, il faut ajouter l'importance des entrepreneurs brésiliens dans l'*agrobusiness*.

40 Malgré les intérêts divergents qui se sont exprimés à cette occasion, il y a une réelle interdépendance énergétique entre les pays de la région. L'énergie constitue un vecteur d'intégration et non de divergence entre les pays. À cet égard, le projet de construction du « gazoduc du sud » entre l'Argentine, le Brésil et le Venezuela a ouvert de nouvelles voies à l'intégration entre ces trois pays.

41 Le sommet de Puerto Iguazú (Argentine) en mai 2006, où se sont réunis les présidents d'Argentine, de Bolivie, du Brésil et du Venezuela, visait à désarticuler la crise.

42 Après le Mexique qui a signé l'Alena en 1994, le Chili a libéralisé son commerce avec les États-Unis en 2004.

43 Ainsi, par exemple, la désignation de l'Argentine comme alliée extra-Otan des États-Unis, le soutien du gouvernement Menem à la position des États-Unis dans le conflit colombien, l'opposition de l'Argentine à l'inclusion du Brésil dans un possible élargissement du Conseil de sécurité de l'Onu et les conflits d'intérêts à l'intérieur du Mercosur au sujet des tarifs douaniers, les déséquilibres de la balance commerciale ou encore les querelles pour attirer les investisseurs étrangers, ont perturbé les relations argentine-brésiliennes.

44 Ainsi, Perón avait l'habitude de citer cette phrase de Lycurgue. Par ailleurs, la phrase de F. Fanon, « *tout spectateur est un traître ou un lâche* », a orienté la Jeunesse péroniste.

45 En révisant les grands moments d'extension des droits politiques et sociaux en Argentine, Gerardo Aboy Carlés soutient que la tradition populiste est, avec ses limitations inhérentes, la principale tradition démocratique qu'a eue ce pays. Il affirme que certains de leurs éléments continueront à être présents là où apparaît une demande d'inclusion. *Estudios Sociales*, Universidad Nacional del Litoral.

46 Sur la logique de guerre, voir E. Manero, *L'Autre, le Même et le bestiaire. Les représentations stratégiques du nationalisme argentin*, L'Harmattan, Paris, 2002.

47 On peut citer comme exemple les dénonciations sur l'enrichissement des Kirchner ou sur l'acquis de terres par la famille Chávez dans l'État de Barinas, dont le gouverneur est A. Chávez, frère de Hugo.

### ***Para citar este artículo***

#### Referencia electrónica

Edgardo Manero, « Amérique latine, des gauches qui bifurquent ? », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En línea], Cuestiones del tiempo presente, Puesto en línea el 11 junio 2010, consultado el 15 diciembre 2015. URL : <http://nuevomundo.revues.org/59959> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.59959

#### ***Autor***

**Edgardo Manero**  
CNRS-EHESS/Mascipo

#### ***Derechos de autor***

© Tous droits réservés

### *Resúmenes*

Dans une perspective d'étude comparée, cet article cherche à analyser les processus politiques ouverts en Amérique du Sud depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle par des gouvernements se revendiquant ou étant perçus comme de gauche ce qui souligne l'une des caractéristiques du système politique latino-américain : le problème pour définir clairement cette notion. Eu égard à la difficulté d'établir des parallèles entre des sociétés largement différentes -l'écart entre le Cône sud et le Monde andin est considérable- et des mouvements hétérogènes, l'analyse permet de dépasser une certaine perspective analytique -qui tire son intérêt du fait qu'elle a ravivé le débat sur l'une des problématiques les plus fécondes et autochtones exposées pour l'Amérique latine au XX<sup>e</sup> siècle, celle des populismes- qui tend à opposer ces mouvements entre eux à partir d'une logique archaïque. L'unité des mouvements n'est pas assez forte pour que l'on puisse la décrire en termes d'inclusion des espèces sous un genre ou de parties dans un tout. Or, si la situation est loin d'être homogène, ces mouvements convergent en abordant conjointement deux points fondamentaux du désordre global : la question sociale marquée par les inégalités et la question nationale, qui, dans les sociétés périphériques, se traduit aussi bien dans la cohabitation selon des critères égalitaires et solidaires, des différences linguistiques, culturelles et ethniques que dans la recherche d'une réappropriation de la souveraineté aussi bien nationale que populaire. Les divers mouvements manifestent des projets politiques différents, mais qui font preuve d'une identité commune dans la volonté de défendre une conception de l'intérêt national enracinée dans la souveraineté. Ils s'inscrivent dans une tradition profondément latino-américaine : interpeler la Nation au nom de la gauche.

En una perspectiva de estudio comparado, el artículo procura analizar los procesos políticos abiertos en América del Sur desde el fin del siglo XX por gobiernos que se reivindican o son percibidos como de izquierda, subrayando una de las características del sistema político latinoamericano: el problema de definir claramente dicha noción. Tomando en consideración la dificultad en establecer paralelos entre sociedades ampliamente diferentes -las distancias entre el Cono sud y el Mundo andino son considerables- y movimientos sumamente heterogéneos, el análisis permite sobrepasar una cierta perspectiva analítica - que tira su interés del hecho de que reavivó el debate sobre una de las problemáticas más fecundas y autóctonas expuestas por América latina en el siglo XX, los populismos - que tiende a oponer los movimientos entre ellos a partir d'una logica arcaica. La unidad de los movimientos no es lo bastante fuerte para que se los pueda describir en términos de inclusión de las especies bajo un género o de las partes en un todo. Sin embargo, si la situación es lejos de ser homogénea, dichos movimientos convergen abordando conjuntamente dos puntos fundamentales del desorden global: la cuestión social marcada por las desigualdades y la cuestión nacional, que, en las sociedades periféricas, se traduce tanto en la convivencia según criterios igualitarios y solidarios, de las diferencias lingüísticas, culturales y étnicas que en la búsqueda de una reapropiación de la soberanía tanto nacional como popular. Los diversos movimientos manifiestan proyectos políticos diferentes, pero que dan prueba de una identidad común en la voluntad de defender una conception del interés nacional enraizada en la soberanía. Se inscriben en una tradición profundamente latinoamericana: interpelar la Nación en nombre de la "izquierda".

### *Entradas del índice*

**Mots clés :** Amérique latine, gauches, nationalisme, populismes, souveraineté

**Palabras claves :** América latina, izquierdas, nacionalismo, populismos, soberanía